

Fin : Action-Education

p.a CUAE
102, Blvd Carl-Vogt
1205 Genève

swissuniversities
Effingerstrasse 15
CP
3001 Bern

Genève, Lausanne, Neuchâtel, le 11.05.2020

Lettre ouverte à swissuniversities

Monsieur le Président du Comité de swissuniversities,
Madame et Messieurs les vice-président.e.s du Comité,
Messieurs les membres du Comité,
Madame la secrétaire générale,
Monsieur le responsable du Domaine politique des hautes écoles,

Vous n'êtes pas sans savoir que la crise que nous traversons impacte directement la communauté estudiantine au sens large. C'est pourquoi nous, Action-Education, alliance nationale de syndicats, collectifs et associations étudiantes, nous sommes réuni.e.x.s pour défendre les intérêts des étudiant.e.x.s les plus impacté.e.x.s par l'actuelle crise. En votre qualité de "représent[ant.e.s] des intérêts des hautes écoles suisse à l'échelle nationale et internationale" (Statuts de l'association swissuniversities, Art. 3, al. 3), nous sommes persuadé.e.x.s que vous porterez une attention sérieuse à la présente.

Nous vous adressons cette lettre aujourd'hui car nous considérons que les solutions proposées en matière d'évaluation des enseignements par nos différents établissements de formation, telles que les hautes écoles universitaires, les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques, sont largement inadaptées, irréalistes et irresponsables face aux exigences d'assouplissement qu'appelle l'exceptionnalité de la situation.

Inadaptées, car la décision de maintenir les examens entraîne d'énormes disparités en matière d'égalité de traitement entre, d'une part, les différents établissements de formation, entre, d'autre part, les facultés d'un même établissement de formation, et, finalement, entre les différents enseignements d'un même cursus de formation. Inadaptées également, car le maintien des examens s'oppose de manière saillante à la décision du Conseil fédéral, en date du 29.04.2020, de supprimer les examens de maturités professionnelles, et de permettre aux cantons de supprimer les examens de maturité gymnasiale. Irréalistes, car les personnes les plus impactées par l'actuelle crise n'auront pas la possibilité de passer leur(s) examen(s) sereinement, en pleine possession de leurs moyens. Comment les personnes mobilisées

dans les hôpitaux, par l'armée ou la protection civile, comment les personnes ayant une famille à charge, des enfants en bas âge, comment les personnes vivant dans des milieux inadaptés, exigus ou bruyants, comment les personnes éprouvant des difficultés psychiques ou psychologiques, des états de stress et d'anxiété accrus en ces temps instables, comment toutes ces personnes pourraient-elles effectuer une session d'examens sans difficultés ? Irrresponsable enfin, car maintenir les examens en temps de Covid-19, c'est bien plutôt tester la capacité des étudiant.e.x.s à gérer la crise qu'évaluer réellement les connaissances acquises durant le semestre ou l'année écoulée. C'est, donc, laisser de côté la mission qui est celle de nos institutions publiques de formation, à savoir celle de transmission des savoirs et d'accompagnement dans leur acquisition, pour tenter une expérience assez malheureuse pour les étudiant.e.x.s.

Nous avons eu l'occasion à Genève, Lausanne et Neuchâtel, de porter nos revendications, détaillées plus bas, jusqu'à nos rectorats respectifs. Il va sans dire que leur insensibilité à l'égard de celles-ci fût décevante. Refus d'entrée en matière et mise en place de mesures décalées de la réalité pour maintenir la session d'examens, voici les retours auxquels nous avons été confronté.e.x.s.

A Genève, le rectorat a délégué les décisions en matière de modalités d'évaluations aux facultés, ce qui engendre une disparité conséquente en fonction de ces dernières. De la faculté de GSEM (Economie et Management), imposant un logiciel de télé-surveillance intrusif ne respectant pas entièrement la loi en matière de protection des données numériques, à la faculté de Sciences de l'Education, déplaçant *en amont* la session d'examens sous couvert de contrôles continus, en passant par la faculté de Droit, qui a écourté tous les examens à une durée d'une heure sans abaisser pour autant les exigences ni réduire systématiquement la quantité de questions pour les QCM, les disparités sont nombreuses. Le respect des principes d'égalité et de bienveillance, ainsi que l'interdiction de l'arbitraire que s'est fixé le rectorat n'est de toute évidence pas appliqué.

A Neuchâtel les dispositions sont similaires. Les règlements concernant les modalités d'examens ont été laissés à chaque faculté. Il a entre autres été décidé en faculté de Droit de supprimer les temps de préparation avant les oraux, en faculté de Lettres et Science humaines de mettre en place des notes de participation basées sur la présence aux cours en ligne et la participation aux forums et en faculté de Sciences économiques de remplacer les écrits par des QCM. Modalités annoncées à la toute fin du semestre et qui dénotent la maladresse de la tentative d'adaptation des examens. Paradoxalement, la faculté de Lettres et Sciences humaines a récemment voté la validation des crédits, toutefois sans aucune prise en considération de la part du rectorat.

La liste pourrait être extrêmement longue. Partout, les mesures prises ne tiennent pas compte de la réalité de vie des étudiant.e.x.s, des conditions d'études de ce semestre. Partout, elles sont un voile sur le fait, par ailleurs largement reconnu, que les institutions n'auront pas pu mener complètement à bien leur mission de formation ce semestre, malgré les adaptations et les efforts fournis. Partout, la seule « solution » proposée aux étudiant.e.x.s impacté.e.x.s par la crise, c'est une préparation bancale aux examens, ou la prolongation des cursus. Nous ne sommes pas si désintéressé.e.x.s, flexibles ou malléables, au point de nous contenter de cette dernière. Vous avez une responsabilité en matière

d'égalité et de non-discrimination. Ce dernier critère doit impérativement se traduire concrètement.

Nous avons à maintes reprises et dans nos cantons respectifs contacté la presse dans le but de faire entendre la voix des étudiant.e.x.s et non plus seulement celle des hautes instances universitaires. Nous appelons maintenant à une cessation de l'invisibilisation de notre voix et à une réelle prise en compte des difficultés auxquelles nous devons tou.tes.x.s faire face en tant qu'étudiant.e.x.s.

La troisième tentative offerte par les universités ne suffit pas à pallier aux problèmes que nous soulevons. Elle repousse tout juste le problème en août puis en janvier, nous imposant un stress supplémentaire. A la place, nous vous soumettons nos revendications. **Nous demandons que tous les crédits auxquels les étudiant.e.x.s sont inscrit.e.x.s ce semestre soient validés, quelle que soit la note obtenue aux examens.** C'est là la seule façon de garantir que ce semestre, marqué par le Covid-19, ne creusera pas encore plus le fossé entre les plus privilégié.e.x.s, qui auront pu étudier, et les plus précaires, pour qui la situation ne se prête pas aux études. Nous avons tous et toutes été impacté.e.x.s, même à différentes échelles, et personne ne doit voir son cursus prolongé par un échec. Si le Covid-19 n'est pas la responsabilité des étudiant.e.x.s, il est toutefois de la vôtre d'assurer une véritable égalité des chances. Nous insistons sur ce point.

De plus, nous n'avons pas eu accès aux ressources dont nous disposons habituellement puisque les mesures de distanciation physique ne permettaient pas d'ouvrir les bibliothèques ou les salles d'études, ni de garantir l'accès aux imprimantes. **Il serait donc juste et opportun, vu les pertes d'emplois, de compenser ceci en accordant le remboursement, au moins partiel, des taxes semestrielles.**

Il va sans dire que personne ne devrait être pénalisé par la pandémie en cours, c'est pourquoi **nous demandons aussi la garantie que la durée de formations ne sera pas affectée par le Covid-19.** Pour cela, il faudra s'assurer que personne ne doive prolonger ses études ou différer son entrée dans un autre cursus. De plus, **les aides sociales aux étudiant.e.x.s devront être prolongées, et l'octroi de bourses additionnelles facilité dans toutes les hautes écoles.**

La continuité pédagogique, qui semble tant faire souci ces dernières semaines, a été rompue dès le 14 mars. Le passage des cours en présentiel aux plateformes en ligne ne suffit pas à pallier aux conséquences de la pandémie. Il est illusoire de conserver des modalités d'examen normales alors que les conditions d'études ont drastiquement changé. Qui pouvait étudier sereinement pendant que l'on comptait les morts ? Qui disposait d'un espace de travail calme alors que nous étions tou.x.te.s confiné.e.x.s ? Qui pouvait se concentrer sur ses lectures lorsque les premiers effets de la crise économique se manifestaient ? Le monde académique n'est pas à l'abri des catastrophes. Le corps étudiantin les vit de plein fouet. Anxiété, maladie, deuil, précarité, mobilisation à l'armée ou à la PC, bénévolat, mauvaises conditions d'études... La continuité pédagogique est un mythe.

Quant à l'égalité de traitement, elle est bien au cœur de nos revendications. En demandant une solution collective plutôt qu'un traitement au cas par cas, nous voulons que

tout le monde puisse être soutenu par son établissement de formation. Ne pas imposer le fardeau de la preuve aux étudiant.e.x.s, ni les embarrasser d'un dossier intrusif et pesant, est la seule façon de s'assurer un traitement juste.

Enfin, soulignons que la qualité des diplômes ne sera pas remise en question par un semestre de validation au cours de nos cursus complets. De plus, comme le montrent les mesures adoptées par nombre d'universités prestigieuses à travers le monde, la situation exige une véritable capacité d'adaptation. Les examens, maintenus comme ils le sont à l'heure actuelle, seront-ils représentatifs de nos compétences et de nos efforts ? Absolument pas. Il serait hypocrite de prétendre l'inverse. Prioriser un quelconque classement à nos santés mentales et physiques ne ferait qu'accentuer la rupture entre les directions des établissements de formation et leurs étudiant.e.x.s.

Finalement, **nous réitérons notre revendication de la validation en bloc de tous les crédits du semestre de printemps 2020 pour tou.x.te.s les étudiant.e.x.s, quelle que soit la note obtenue lors des examens**, seule option non-discriminante dans cette crise. Après lecture de cette lettre, nous voudrions que vous, swissuniversities, rappeliez à vos membres l'impératif incontournable qu'est l'égalité de traitement, et le poids que pose le non-respect de ce dernier sur les étudiant.e.x.s. **Nous souhaitons en outre que vous preniez position sur nos présentes revendications, et fassiez tout ce qui est en votre pouvoir pour, sinon faire appliquer, du moins proposer cette solution dans l'ensemble des hautes écoles universitaires, des hautes écoles spécialisées ainsi que des hautes écoles pédagogiques placées sous votre autorité.** Nous avons notre place dans la recherche de solution pour la fin de ce semestre troublé. Écoutez-nous, entendez-nous : nous sommes les principaux et principales concerné.e.x.s, et le temps presse. Nos établissements de formation doivent nous évaluer sur les connaissances acquises, pas nous trier. Nos établissements de formation doivent nous former, pas nous pénaliser !

En vous remerciant d'avance pour l'intérêt que vous porterez à la présente,
Ainsi qu'en restant à votre disposition pour toute précision ou discussion collective,
Veuillez recevoir, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour Action-Education :

CUAE - Conférence Universitaire des Associations d'Etudiant.e.x.s, UniGe

SUD Etudiant.e-s et Précaires (Syndicat – Vaud)

Association neuchâteloise des étudiant.e-s en Lettres et en Sciences humaines (ANEL – Neuchâtel)

FEN – faîtière, UniNE (Neuchâtel)

Sindy (collectif d'étudiant.e-x-s de la Haute école d'art et de design [HEAD] Genève)

Avec le soutien de :

ANESE – UniNe (Neuchâtel)

Association des étudiant.e-s de la formation secondaire – Haute Ecole pédagogique (Bern, Jura, Neuchâtel)

Association neuchâteloise des étudiant-e-s en Sciences – ANES – UniNe (Neuchâtel)
Sindacato Indipendente Studenti e Apprendisti (Ticino)
KriPo - Zürich
Grève du Climat – UniGe & HES (Collectif – Genève)
AES unige – Association des Étudiant.e.s en Sociologie
Union des conseils d'étudiant-e-s (Suisse – Liechtenstein)
Freie Arbeiter - Innen Union, Berne
Groupement des syndicats d'enseignant-e-s de la Fédération syndicale SUD (primaire,
secondaire, gymnase, enseignement professionnel – Vaud)
Fédération syndicale SUD – Secteurs public et parapublic (Vaud)
Fréquence Banane Genève (Radio étudiante)
Grève du Climat Genève